



## - Communiqué de presse -

N° 21-1  
Vitry-sur-Seine, le 20 janvier 2021

### **La santé n'est pas une marchandise, soutien aux mobilisations du 21 janvier !**

La crise sanitaire de la Covid-19 a mis en exergue le courage et l'abnégation des personnels du secteur sanitaire et social et médico-social privé et public qui ont répondu présents devant cette crise majeure. Mais, elle a aussi mis en avant les difficultés de ces derniers à faire leur travail dans des conditions déplorables. Le personnel n'en peut plus de la surcharge de travail et les usagers sont excédés d'attendre et de ne plus avoir accès à tous les services à proximité. Cette « maltraitance institutionnelle » aggrave la prise en charge de la dignité humaine.

68 000 lits en moins en 15 ans, des centaines de suppressions de postes, un statut de la fonction publique remis en cause, des inégalités insupportables et une aggravation des conditions de travail. Rien n'est fait pour mettre fin à une gestion de rendement. La campagne de vaccination, à grand renfort de cabinets privés, comme les masques et les tests, montre une gestion mensongère et libérale d'une pandémie qui ne sert qu'à affaiblir les administrations de la santé publique. Et le Ségur 2020 n'a été qu'une déception au regard des enjeux profonds de réforme que demande le secteur. Les augmentations de salaires proposées, 130 euros pour certains seulement, sont une atteinte à l'équité ; la mise en place d'un forfait payant pour les passages en urgence est une atteinte à l'égalité.

Dans le Val-de-Marne, la disparition des services comme celui de chirurgie cardiaque de l'hôpital Henri-Mondor de Créteil est une atteinte à l'accès aux soins ; les accords locaux dans les services sont une atteinte au droit du travail ; le manque de moyens humains et techniques dans les établissements de soins du département est une atteinte à la dignité humaine. On est dans une gestion économique des relations humaines !

Tous ces exemples participent de la politique organisée de destruction d'un système public et social.  
La santé n'est pas une marchandise mais un bien commun public !

En soutien des revendications syndicales, nous devons défendre un service public de la santé et du secteur médico-social. Il faut revaloriser le financement du budget de la santé. Il est nécessaire de réouvrir des lits d'hôpital, reconstituer les effectifs en formant et embauchant massivement, améliorer les conditions de travail et de vie, les moyens de protection ainsi que le matériel et les outils nécessaires pour exercer en toute sécurité.

La Confédération Nationale du Logement du Val-de-Marne soutient les revendications du secteur social et médico-social privé et public pour une vraie reconnaissance des métiers du secteur et de nouvelles négociations.

Nous appelons à soutenir les mobilisations du secteur le :

**Jeudi 21 janvier 2021 dans tout le département.**

**Fédération C.N.L. du Val-de-Marne**

**Contact presse**

**CNL 94 01 43 91 11 11 / [cnl.94@wanadoo.fr](mailto:cnl.94@wanadoo.fr) – #cnlvaldemarne**

**Alain Gaulon, président**